

K E R E N

F I N A N C E



RAPPORT DE VOTE ET D'ENGAGEMENT 2023

KEREN FINANCE ambitionne d'être un investisseur responsable, actif et exigeant comme en témoignent son adhésion aux PRI depuis 2020 et l'évolution de sa gamme de fonds en ce compris la classification des fonds en Article 8 et 9 au sens de la réglementation SFDR et la démarche de labellisation d'un fonds.

L'ensemble des démarches d'engagement actionnarial participent à l'objectif de défendre les intérêts des clients de KEREN FINANCE avec la conviction que la prise en considération de l'ensemble des questions de gouvernance et des enjeux environnementaux et sociaux y contribue pleinement. Ces critères extra financiers sont pleinement intégrés dans les processus de gestion afin d'identifier et évaluer les opportunités et vulnérabilités en matière de durabilité; en second niveau, les risques ESG sont aussi surveillés dans notre approche holistique des risques pesant sur nos investissements.

L'exercice du droit de vote est un élément important du dialogue avec les émetteurs.

Keren Finance considère l'exercice du droit de vote comme faisant intégralement partie de sa gestion et comme devant être exercé dans le meilleur intérêt des porteurs.

MODE D'EXERCICE DES DROITS DE VOTE

La politique de droits de vote de Keren Finance vise à promouvoir la valorisation à long terme des investissements des OPC. Elle encourage la diffusion des meilleures pratiques de gouvernance et de déontologie professionnelle. Keren Finance s'engage à voter dès lors que qu'elle détiendra dans le cadre de son activité de gestion au moins 3% des titres émis sur le marché par un même émetteur pour une même catégorie de titres.

Toutefois, et dans le cadre notamment des recommandations des Principes de l'Investissement Responsable, il est recommandé aux gérants de voter au plus grand nombre d'Assemblées pour lesquelles ils estiment disposer des éléments d'information nécessaires afin de participer au vote, sous réserve d'impossibilités techniques les empêchant d'y participer.

ORIENTATION DES VOTES EXPRIMES DURANT LES ASSEMBLEES GENERALES

Keren Finance a pris part au vote de 38 Assemblées Générales au cours de l'année 2023, représentant 756 résolutions de 33 sociétés différentes, toutes domiciliées en France. Aucun conseiller ou « proxy » en vote n'a été sollicité sur cette période.

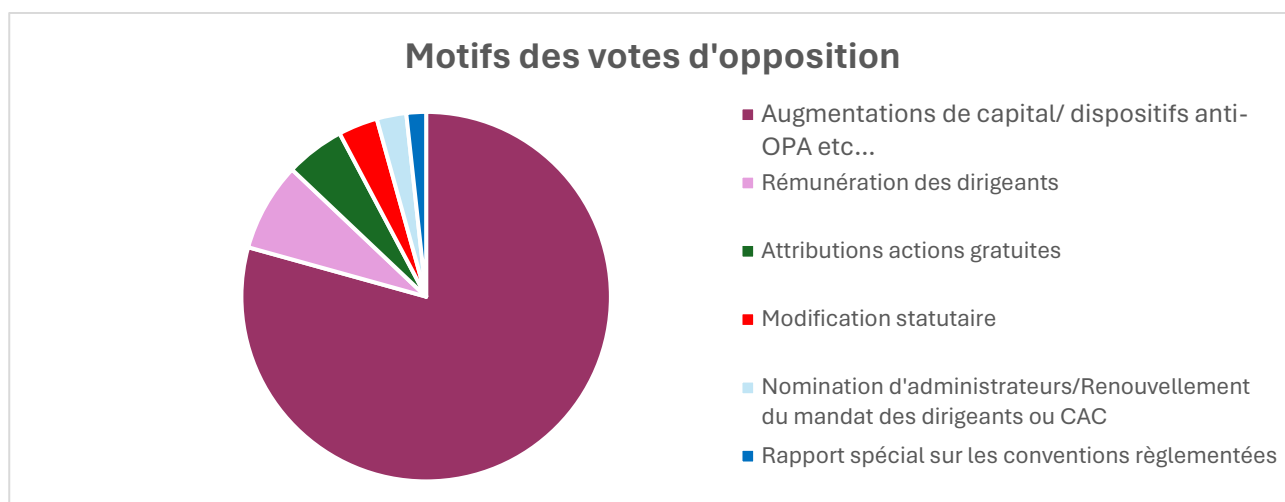
❖ Répartition géographique des Assemblées Générales :

Répartition géographique des votes	
France	100,00%

❖ Votes d'opposition :

Parmi les 756 résolutions proposées aux différentes assemblées générales au cours de l'année 2023, les gérants ont voté en opposition aux recommandations du management à 116 résolutions, soit 15,34% des résolutions.

Dans le détail, les motifs de ces votes d'opposition sont les suivants :



Comme détaillé ci-dessus, près de 90% de nos votes d'opposition ont concerné 2 thématiques principales :

➤ Les augmentations de capital, les dispositifs anti-OPA etc...

Pour cette thématique, nous veillons notamment sur les opérations d'augmentation de capital qui représenteraient un risque excessif de dilution et qui auraient donc un impact négatif pour les actionnaires, telles que les augmentations de capital sans droit préférentiel de souscription et sans délai de priorité, mais aussi sur les mesures anti-OPA, comme les rachats d'actions ou l'utilisation de « Poison Pills ».

➤ La rémunération des dirigeants

Nous considérons que la rémunération des dirigeants et des administrateurs doit être fonction du travail effectué et liée à l'évolution de la valeur intrinsèque de la société et de sa performance relative, financière comme extra-financière (selon des critères ESG par exemple), tout en s'inscrivant sur le long terme. Dans cette thématique, nous jugeons également l'existence et la cohérence de comités de rémunération, le « Say on Pay », la transparence des rémunérations, toutes formes de rémunérations indirectes ou encore la part et les incitations retenues dans la rémunération variable.

Motifs des votes d'opposition	
Augmentations de capital, dispositifs anti-OPA etc...	79,31%
Rémunération des dirigeants	7,76%
Attributions actions gratuites	5,17%
Modifications statutaires	3,45%
Nomination d'administrateurs/Renouvellement du mandat des dirigeants ou CAC	2,59%
Rapport spécial sur les conventions règlementées	1,72%

DIALOGUE AVEC LES SOCIETES DETENUES EN PORTEFEUILLE

Keren Finance, de par la nature de ses investissements (orientés en grande partie vers les actions de petites et moyennes capitalisations ainsi que vers le segment « High Yield » du marché obligataire) porte une grande attention au dialogue avec les émetteurs, tant du côté actionnaire que créancier.

Au cours de l'année 2023, les problématiques ESG ont, par exemple, eu pour thèmes principaux :

- Des problématiques Sociales telles que des sujets de turnover/de formation des salariés, des soins aux personnes vulnérables (émetteur du secteur de la Santé), des relations avec les familles,
- Des problématiques de Gouvernance en relation avec des sujets de restructuration capitalistique intégrant des holdings qui nous laissaient perplexes,
- Des problématiques Environnementales concernant les moyens mis en œuvre, par l'un de nos émetteurs du secteur de la Chimie, afin de substituer aux produits PFAS des produits phytosanitaires d'origine biologique.

DECISIONS PRISES EN MATIERE DE STRATEGIE D'INVESTISSEMENT, NOTAMMENT EN MATIERE DE DESENGAGEMENT SECTORIEL

Il n'y a pas eu en 2023 de désinvestissement lié à un désengagement sectoriel.

SITUATIONS DE CONFLITS D'INTERETS

Keren Finance a établi une politique de gestion des conflits d'intérêts pour assurer la prévention, l'identification et le traitement des conflits d'intérêts. Cette politique est disponible au siège de la Société de gestion et peut être communiquée à tout porteur de parts qui en fait la demande.

Keren Finance n'appartient par ailleurs à aucun groupe bancaire ou financier, ce qui lui confère toute indépendance dans l'exercice de son activité.

Les gérants n'ont pas signalé au RCCI de conflit d'intérêts potentiel durant l'année 2023.